

# LA LETTRE

## DE L'OBSERVATOIRE DE LA COMPÉTITIVITÉ

N°9 | NOVEMBRE 2008

### LE BILAN COMPÉTITIVITÉ 2008 SOUS LES PROJECTEURS CRITIQUES

"Plus de compétitivité pour plus de pouvoir d'achat" tel a été le thème de la 'Matinée-Débat' à l'Abbaye Neumünster sur le Bilan Compétitivité 2008. Ce débat critique a suscité des discussions animées entre partenaires sociaux, représentants de l'Université, de la Banque Centrale et l'Observatoire de la Compétitivité.



De nombreux discutants lors de la matinée-débat à l'Abbaye Neumünster

### LE TABLEAU DE BORD COMPÉTITIVITÉ (TBCO)

Une des parties centrales du Bilan Compétitivité a été présentée: la mise à jour annuelle 2008 du **Tableau de bord Compétitivité (TBCO)**. Il a été souligné d'entrée que les données du TBCO datent de l'année 2007, et qu'elles ne reflètent donc nullement les répercussions de la crise financière de l'année 2008. Les deux oratrices ont développé par la suite que le TBCO se compose de 86 indicateurs, choisis en 2004 par le Professeur Lionel Fontagné<sup>1</sup> en concertation étendue avec les partenaires sociaux.

### TROIS MÉTHODOLOGIES POUR ANALYSER LES 86 INDICATEURS

La comparaison du Luxembourg à la moyenne communautaire, l'évolution de la position du Luxembourg dans le temps ainsi que le calcul d'un indicateur synthétique<sup>2</sup> qui permet de classer le Luxembourg dans une perspective européenne, constituent les trois méthodologies appliquées.

### LE LUXEMBOURG EN 9<sup>e</sup> POSITION

Dans l'édition 2008, le Luxembourg se classe en 9<sup>e</sup> position sur les 27 Etats membres de l'Union européenne, ce qui constitue une détérioration de la position par rapport aux années précédentes. Cette position doit cependant être interprétée avec prudence et d'un point de vue relatif, car il dépend toujours des performances des autres Etats membres. Serge Allegrezza, responsable de l'Observatoire de la Compétitivité, a rappelé que les **indicateurs du TBCO reflètent le long terme**. Il souligne que pour avoir une vue du court terme, il faudrait réduire à 1 ou à 2 le nombre d'indicateurs. Il a rappelé que par exemple en Belgique, la compétitivité se réduit en principe à un seul indicateur: l'évolution des salaires<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Perspectives de Politique Economique N° 3 Mars 2005, "Compétitivité du Luxembourg: une paille dans l'acier"

<sup>2</sup> L'Observatoire essaie de pallier aux désavantages que présentent en général les indicateurs synthétiques en indiquant la source des données, la méthode de calcul et de pondération.

<sup>3</sup> Pour plus d'information, consultez le site internet de l'Observatoire de la Compétitivité sous: [http://www.odc.public.lu/actualites/2008/10/Seminaire\\_tollet/index.html](http://www.odc.public.lu/actualites/2008/10/Seminaire_tollet/index.html)



De droite à gauche: **Serge Allegrezza, Pierre Thielen et Alexandra Guarda-Rauchs de l'Observatoire de la Compétitivité, Lionel Fontagné de l'Université Paris I.**

## UN PROJET D'AUDIT

Afin de perfectionner l'outil d'analyse, l'Observatoire de la Compétitivité compte faire au cours de l'année prochaine, un projet d'audit par le centre de recherche de la Commission européenne situé à Ispra en Italie. Il s'agit d'un centre spécialisé dans l'élaboration d'indicateurs synthétiques.

## LE TBCO SOUS UN ŒIL CRITIQUE

Norbert Tremuth, Directeur de la Chambre des employés privés (CEP-L), en tant que premier discutant a exposé les divergences de la position salariale avec les thèses du Professeur Fontagné. D'après lui, la modulation de l'indexation automatique des salaires mise en place suite au Comité de coordination tripartite d'avril 2006 ne résulte pas des propositions du rapport Fontagné (2004), mais est le résultat des discussions sur l'assainissement des finances publiques.

L'inflation au Luxembourg n'est pas trop élevée dans une comparaison internationale, et on assiste toujours à une répartition inégale entre la répartition du revenu entre capital et salaires. En fin de compte, il a relevé l'importance de l'existence de la publication du Bilan Compétitivité pour le débat de politique économique.

## BILAN COMPÉTITIVITÉ: UNE APPROCHE OBJECTIVE POUR UNE DISCUSSION

Michel Brachmond, Directeur-adjoint de la Chambre des Métiers, a rappelé que la majorité des indicateurs classés au rouge dans le TBCO sont des indicateurs très importants pour le bon fonctionnement de l'économie luxembourgeoise, et notamment sa compétitivité. Il a rappelé qu'il faudra surtout dans le futur continuer à investir dans l'éducation et l'environnement.

## LE PROBLÈME DE LA COMPÉTITIVITÉ PRIX-COÛT

La Compétitivité d'une économie se mesure, à côté des indicateurs structurels de long terme du TBCO, également **par les indicateurs de compétitivité prix et de compétitivité coût**, et ceci surtout dans une optique de moyen et long terme.

L'utilisation de ces indicateurs et les conclusions qui peuvent en être tirées ne font pas forcément l'unanimité des partenaires sociaux. En effet, la CEP-L a critiqué l'utilisation du taux d'inflation (IPCN) comme indicateur de compétitivité du Luxembourg, au vu des nombreuses limites méthodologiques: dont le fait que les prix à la consommation échappent en grande partie à la concurrence internationale et qu'ils représentent mal l'ensemble des activités productrices au Luxembourg<sup>4</sup>.

D'un autre côté, la Chambre de Commerce<sup>5</sup> est d'avis que le taux de change effectif réel —et donc le taux d'inflation— constitue un instrument approprié de mesure de la compétitivité, même si perfectible: il est rapidement disponible, moins volatil que d'autres indicateurs, et il est utilisé par maintes institutions nationales et internationales pour jauger la compétitivité de l'économie luxembourgeoise.

<sup>4</sup> CEP-L, L'inflation au Luxembourg de 1999 à 2007: mythes et réalités, dialogue analyse n° 4, mai 2008

<sup>5</sup> CHAMBRE DE COMMERCE, Les effets de l'inflation vus par la Chambre de Commerce, in MERKUR, Luxembourg, juillet/août 2008, pp. 58-59

## INNOVATION ET PRODUCTIVITÉ

Anna-Leena Asikainen de la Cellule de Recherche STATEC/CRP-HT/Observatoire de la Compétitivité a présenté les principaux résultats de l'étude "**Innovation et productivité**" qui montre que le secteur financier affecte largement les résultats agrégés de productivité. Dans ce secteur, l'investissement en R&D pousse à la hausse les performances globales en innovation, et engendrent une productivité élevée du travail. Les résultats ont aussi montré qu'au Luxembourg, un nombre très limité de firmes effectuent une très grande partie des dépenses en R&D totales.



**Michel Brachmond de la Chambre des Métiers, Carlo Thelen de la Chambre de Commerce, Thierry Nothum de la Confédération luxembourgeoise du Commerce et Anna-Leena Asikainen du Statec/Obscomp/CRP-HT**

Le discutant Charles-Henri Dimaria du STATEC a rappelé que le secteur financier joue un rôle important, mais qu'il faut cependant se poser la question de ce qu'on attend des innovations dans le secteur. Il a soulevé la question de la définition de l'output de l'innovation. Faudra-t-il plutôt se fixer sur les résultats de productivité du travail, ou plutôt sur le total des commissions et/ou intérêts perçus?

## NOTION DE "POUVOIR D'ACHAT"

L'Observatoire de la Compétitivité a ensuite présenté le chapitre sur le **pouvoir d'achat**, qui est une notion à ne pas confondre avec l'inflation<sup>6</sup>. Au Luxembourg, le pouvoir d'achat a été en constante augmentation au cours des dernières années.

Dans le projet de budget 2009, le gouvernement a également pris des **mesures pour augmenter encore davantage le pouvoir d'achat des ménages**: adaptation supplémentaire de 9 % du barème d'impôt sur le revenu des personnes physiques, un crédit d'impôt pour salariés ainsi qu'un crédit d'impôt pour pensionnés, un système de chèques services dans le cadre de l'accueil des enfants.

Au niveau international, la majorité des études qui comparent le pouvoir d'achat, le revenu disponible et le coût de la vie par ville ou par pays classent le Luxembourg de manière favorable et enviable. Pour conclure, un état des lieux du **Plan d'action contre une inflation excessive** du Gouvernement a été présenté.

## DIFFÉRENCE ENTRE "POUVOIR D'ACHAT" ET "INFLATION"

Thierry Nothum de la Confédération luxembourgeoise du Commerce a souligné l'importance pour le grand public de bien comprendre la différence entre inflation et pouvoir d'achat. Au Luxembourg, le chiffre d'affaires du secteur du commerce par tête d'habitant a diminué récemment, ce qui pourrait signifier qu'une partie du pouvoir d'achat ainsi libérée est dédiée à d'autres postes de consommation tels que les loisirs et culture, ou encore qu'il y ait une fuite de pouvoir d'achat à l'étranger.

M. Nothum a mis en évidence le danger de comparer des produits qui ne sont pas à 100 % identiques et qui sont donc **difficilement comparables**. Ceci constitue une suite aux résultats de l'étude "indice prix grande-région" que le gouvernement avait soumise à la société Nielsen. Il a critiqué la technique de comparaison de prix sur base de besoins de consommation, qui a recours à des produits similaires mais pas identiques.

<sup>6</sup> L'inflation est la hausse générale des prix dans la zone économique alors que le pouvoir d'achat par tête constitue le revenu disponible par tête

## LE MODÈLE LSM DU PROFESSEUR FONTAGNÉ

Le Professeur Fontagné a présenté le modèle Dynamic Stochastic General Equilibrium (DSGE) développé pour simuler l'impact des réformes de politiques économiques, telles qu'elles se trouvent sur l'agenda de Lisbonne.

**Deux objectifs** ont guidé la conception de ce modèle: la prise en compte des **fondements micro-économiques** des comportements des agents économiques et des **spécificités de l'économie du Luxembourg**<sup>7</sup>. A cette fin, le choix s'est porté sur le développement d'un modèle DSGE, avec comme perspective l'introduction de rigidités nominales (prix ou salaires) et la modélisation explicite des anticipations<sup>8</sup>.

L'équipe de l'Observatoire a été invitée en juin 2008 par la **Commission européenne** à présenter les résultats de ses travaux dans le cadre de la simulation d'un cahier de variantes standard de type "Lisbonne" proposées aux équipes institutionnelles de modélisation des différents Etats membres.



Olivier Pierrard à gauche et Lionel Fontagné

Olivier Pierrard de la Banque Centrale du Luxembourg a ensuite discuté les **avantages et désavantages des modèles DSGE** en général et a ensuite comparé les résultats du LSM aux résultats obtenus par d'autres modèles économétriques.

## LA PRODUCTIVITÉ EST-ELLE CYCLIQUE?

Finalement, Dominique Bianco du CRP-HT/Obscomp/Statec a montré dans sa "Poster session" sur quelques slides l'existence d'un cycle de la productivité totale des facteurs d'une ampleur de 5 à 6, ans principalement déterminé par le secteur financier.

**En résumé, la matinée-débat, tout en suscitant de vives discussions, a été un vrai succès à répéter absolument de l'avis des participants.**

<sup>7</sup> en matière de taille, de dualité du marché du travail, de relations sociales, ou encore de régimes sociaux

<sup>8</sup> Ce modèle complète la panoplie de modèles existant au Luxembourg et ne s'y substitue pas, chaque type de modèle répondant à un type de question spécifique et ayant ses avantages et inconvénients.



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Économie  
et du Commerce extérieur

Les versions PDF de ce numéro de "La Lettre de l'Observatoire de la Compétitivité" ainsi que des numéros précédents peuvent être téléchargées à l'adresse suivante:

[www.odc.lu](http://www.odc.lu)

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter:**

**Ministère de l'Économie  
et du Commerce extérieur  
Observatoire de la Compétitivité**

19-21 Boulevard Royal  
L - 2449 Luxembourg  
Tél. +352 2478 4155  
Fax +352 26 86 45 18  
info@odc.public.lu  
www.odc.lu